

LE RAPPORT DU MÉDIATEUR

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Robert Stanbury (York-Scarborough): Monsieur l'Orateur, je voudrais demander au premier ministre s'il a reçu de M. Stuart Keate un rapport sur le différend entre la Société Radio-Canada et ses réalisateurs? Si tel est le cas, serait-il disposé à faire connaître à la Chambre ce que renferme ce rapport?

Le très hon. L. B. Pearson (premier ministre): Monsieur l'Orateur, on a livré le rapport à mon bureau quelques minutes avant que je vienne à la Chambre. J'espère le lire ce soir et le faire parvenir ensuite aux deux parties intéressées; après quoi, il sera rendu public.

AIR CANADA

DÉCLARATION SUR L'IMMINENCE D'UNE GRÈVE

A l'appel de l'ordre du jour.

L'hon. John N. Turner (ministre d'État): Monsieur l'Orateur, hier, le secrétaire parlementaire du ministre des Transports a promis de donner une réponse au député de New Westminster au sujet d'un conflit existant entre l'Association canadienne des employés de lignes aériennes et la direction d'Air Canada. Air Canada m'a fait savoir que la réunion d'un conseil d'arbitrage au sein duquel se sont rencontrés les comités de négociations du syndicat et la direction d'Air Canada a abouti à un accord unanime sur les conditions d'un nouveau contrat, mais que, jusqu'à présent, les membres du syndicat ont refusé d'accepter les recommandations de ce conseil d'arbitrage. On croit que les dirigeants du syndicat se réunissent aujourd'hui afin de déterminer la position à adopter par ce groupement.

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

LE VIETNAM—L'APPEL LANCÉ PAR LE
SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DES NATIONS
UNIES

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Andrew Brewin (Greenwood): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Je ne lui en ai pas donné préavis, mais je sais qu'il est au courant de la question et qu'il ne sera pas déconcerté. Le ministre a-t-il remarqué, lors du congrès des Travailleurs unis du vêtement tenu à Atlantic City hier, l'appel urgent adressé par le secrétaire général des Nations Unies qui a recommandé aux deux parties en présence dans la guerre du Vietnam de restreindre leurs opérations militaires et d'entamer des négociations directes et le gouvernement appuiera-t-il cet appel de U Thant?

[L'hon. M. Nicholson.]

L'hon. Paul Martin (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur l'Orateur, j'ai noté les paroles du secrétaire général hier. En fait, il a répété exactement ce que j'ai dit l'autre jour à Londres. La ligne de conduite du gouvernement canadien en ce qui concerne le rôle de la Commission est compatible avec cet appel.

LES RELATIONS AU SEIN DU
COMMONWEALTHLA ZAMBIE: PROJET D'EXPULSION DU
ROYAUME-UNI

A l'appel de l'ordre du jour.

L'hon. Gordon Churchill (Winnipeg-Sud-Centre): Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. A-t-il adressé un message au premier ministre de la Zambie pour lui annoncer que le Canada n'appuiera pas la proposition de ce pays visant à expulser la Grande-Bretagne du Commonwealth?

L'hon. Paul Martin (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur l'Orateur, tout ce que je sais au sujet de la mesure que prendrait, paraît-il, le président Kaunda, je l'ai appris dans les journaux. L'autre jour, à Ottawa, nous avons eu l'occasion d'échanger des vues avec le ministre des Affaires étrangères de la Zambie, et je crois comprendre que le gouvernement de la Zambie connaît l'opinion du gouvernement canadien à cet égard.

L'hon. M. Churchill: Monsieur l'Orateur, comment le gouvernement peut-il être au courant de la situation si le ministre n'a rien dit? Dans l'intérêt de l'unité du Commonwealth, et étant donné l'appui que nous avons récemment accordé à la Zambie, ne devrions-nous pas adopter une mesure quelconque visant à renforcer le Commonwealth, au lieu de permettre à un pays comme la Zambie de proposer l'expulsion d'un membre plus ancien?

L'hon. M. Martin: Monsieur l'Orateur, je partage tout à fait l'avis de mon honorable ami; nous devons prendre tous les moyens voulus pour renforcer le Commonwealth. Comme je l'ai dit, nous avons eu ici, l'autre jour, un entretien avec le ministre des Affaires étrangères de la Zambie. Mon collègue saura sûrement conclure, d'après ce que j'ai dit à ce propos au comité des Affaires extérieures, que nous tenons beaucoup à ce que les mesures prises à l'égard du problème rhodésien ne soient pas de nature à briser l'unité du Commonwealth, organisme absolument indispensable à l'harmonie internationale, à l'heure actuelle.